



No 5 septembre 2011

SPECIAL LOGEMENT

L'Administration du Cadastre et de la Topographie au service du logement

Bienvenu au stand de notre administration lors de la Semaine Nationale du Logement. Comme les années passées notre administration est présente à cet événement important pour tous ceux, qui sont à la recherche d'un logement approprié.

Quelle est la raison pour cette participation ? En effet l'ACT est un des acteurs-clés dans ce domaine et entre en fonction dans divers secteurs. Nous avons déjà décrit dans notre bulletin ACTuel no 1 le fonctionnement du Geoportail national géré par l'ACT et dans notre bulletin ACTuel no 2 le service de renseignement fournissant aux notaires les renseignements permettant de réaliser les actes de vente.

Les bureaux régionaux situés à Luxembourg, Esch-sur-Alzette, Mersch, Diekirch et Grevenmacher constituent un autre pivot. A côté des bornages ces bureaux s'occupent surtout des demandes de lotissement d'un terrain rendant ainsi viables les places à bâtir. Dans cette mission nos bureaux sont soutenus par des géomètres officiels privés disposant de la même compétence que nos géomètres. Parallèlement à la confection des plans de mesurages le plan cadastral est mis à jour de sorte que ses données montrent toujours une situation actuelle.

Après la réalisation des actes notariés notre service des mutations procède à l'adaptation des relevés des propriétaires pour permettre l'édition de nouveaux extraits.

Un autre service important dans ce domaine est le service de la copropriété bâtie, dont la mission, le Cadastre Vertical, est présenté dans l'article, qui suit. -rd-

LE CADASTRE VERTICAL LUXEMBOURGEOIS

par Luc Ewen, ingénieur chef de division, préposé du Service de la Copropriété et des Mutations

1. Le statut de la copropriété

Le cadastre vertical concerne tous les immeubles qui sont soumis au statut de la copropriété et que le Luxembourgeois désigne couramment par *résidences*. Ce statut est régi par la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis. Il s'applique aux bâtiments existants ou projetés qui sont divisés en parties privatives, dont l'usage exclusif est réservé à un des copropriétaires seul et dont la propriété est conséquemment détenue par le même (appartement, cave, garage ...) et en parties communes, qui sont utilisées par l'ensemble des copropriétaires et qui font l'objet d'une

propriété indivise entre eux (ascenseur, gaine technique, maçonnerie porteuse, toiture ...). Une quote-part de parties communes est associée à chaque partie privative distincte. Elle est exprimée en millièmes de copropriété et correspond à la participation du copropriétaire respectif aux votes de l'assemblée générale, principal organe de gestion de la copropriété, ou aux charges de conservation, d'entretien et d'administration des parties communes.

2. L'état descriptif de division et le cadastre vertical

La division en parties privatives et en parties communes d'un immeuble en copropriété, est détaillée dans l'état descriptif de division. Leur forme obligatoire appelée *cadastre vertical*, est introduite en 1989 et leur uniformisation consécutive a abouti à des états descriptifs de division plus précis et plus complets qui contribuent à une meilleure identification des diverses parties et de là, à la sécurisation primordiale des transactions immobilières. Les textes afférents qui sont la loi du 19 mars 1988 *sur la publicité foncière en matière de copropriété* et le règlement grand-ducal du 22 juin 1988 *concernant la publicité en matière de copropriété*, imposent encore la mise en conformité jusqu'au 1^{er} avril 2014, de tous les états descriptifs de division en vigueur avant 1989.

Les parties privatives qui se distinguent par leur situation, leur accès, leur nature, leur réalisation ou leur équipement, constituent des lots privatifs. L'état descriptif de division comporte le tableau qui énumère pour chaque lot privatif, sa désignation cadastrale, sa nature, sa surface utile et sa quote-part, ainsi que les plans suivants :

- le plan de situation à l'échelle 1/250 ou 1/500 situe l'immeuble en copropriété par rapport aux parcelles foncières,
- les plans d'étages à l'échelle 1/100 situent chaque lot privatif à l'intérieur de l'immeuble et affichent sa configuration, sa délimitation, sa désignation cadastrale, sa nature et sa surface utile,
- les plans-coupe à l'échelle 1/100.

L'état descriptif de division est dressé, soit par un géomètre officiel, soit par un architecte ou un ingénieur-conseil, membre de l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-conseils luxembourgeois.

Tout lot privatif est délimité relativement aux parties communes et aux autres lots privatifs, de manière à créer une unité de propriété et de nature cohérente et utile qui réunit ses parties principale et accessoires et donne directement accès aux communs. La concordance des plans descriptifs avec les plans de l'autorisation de construire, garantit que le lot privatif est vraiment réalisable, sa délimitation et sa nature étant conformes aux réglementations communales. Le statut des éléments de maçonnerie qui matérialisent quasiment toutes les limites, est fixé comme suit :

- commun pour les dalles, les murs pare-feux, les murs de façade et de pignon, les murs et les piliers de refend, les cloisons délimitant les parties communes, les gaines techniques et leur coffrage,
- mitoyen pour les cloisons délimitant deux lots privatifs contigus,
- privatif pour les cloisons (amovibles ou non) à l'intérieur du même lot privatif.

La désignation cadastrale renvoie au tableau et aux plans descriptifs de division et permet d'identifier sans équivoque tous les lots privatifs d'un même immeuble en copropriété. Ses éléments constitutifs sont :

- le numéro d'ordre défini par trois chiffres, est distribué dans l'ordre croissant à partir de l'étage inférieur,
- le bloc défini par une majuscule, désigne le bâtiment dans lequel le lot privatif considéré est situé,
- l'escalier défini par une majuscule, désigne la partie commune qui permet d'accéder au lot privatif considéré et qui se présente sous la forme d'une cage d'escalier, d'un couloir, d'un ascenseur, d'un passage ou d'une rampe piétonne ou carrossable,
- le niveau défini par deux chiffres, correspond à l'étage sur lequel le lot privatif considéré est situé.

La lettre U désigne encore l'unique bloc d'un immeuble en copropriété ou l'unique escalier d'un bloc ; le nombre 81 correspond au sous-sol supérieur, le nombre 82 au deuxième sous-sol et ainsi de suite.

3. Le calcul des surfaces et des quotes-parts

La surface privative est la surface en dedans des limites horizontales du lot privatif. Base du calcul de la quote-part, sa détermination peut être déduite des dimensions du lot privatif, inscrites sur les plans d'étages, et devient ainsi vérifiable par tous les copropriétaires. La surface utile du lot privatif qui est indiquée dans le tableau descriptif de division, est égale à sa surface privative, déduction faite des parties accessoires extérieures de nature accès, balcon, cour et terrasse.

La quote-part de parties communes associée au lot privatif, est fonction de la surface, de la nature et de la hauteur sous plafond. La surface privative de chaque partie de lot qui se distingue par sa nature ou par sa hauteur sous plafond, est multipliée par un coefficient de pondération qui traduit la valeur économique de la nature (appartement : 1,0 / balcon : 0,4 / cave : 0,5 / commerce : 1,0 ...) et par un coefficient de réduction, si la hauteur sous plafond est inférieure à deux mètres. La surface pondérée ainsi calculée est alors ajustée relativement à la somme des surfaces pondérées, de manière à ce que la somme des quotes-parts résultantes soit équivalente à mille.

4. Le service de la copropriété bâtie

Le service de la copropriété bâtie est l'interlocuteur officiel en matière de division des immeubles en copropriété. Ses agents valident les états descriptifs de division introduits par les géomètres officiels, les architectes ou les ingénieurs-conseils ; ils vérifient notamment la conformité avec l'autorisation de construire, la justesse de la délimitation et de la désignation cadastrale des différents lots privatifs et l'exactitude du calcul des quotes-parts. La tenue à jour et la conservation finale des états descriptifs de division entrent également dans leurs attributions. Le service compte actuellement sept agents de la carrière moyenne du rédacteur, trois de la carrière inférieure de l'expéditionnaire technique et un de la carrière inférieure du chaîneur. Ses locaux sont sis au 280, route de Longwy à Luxembourg.

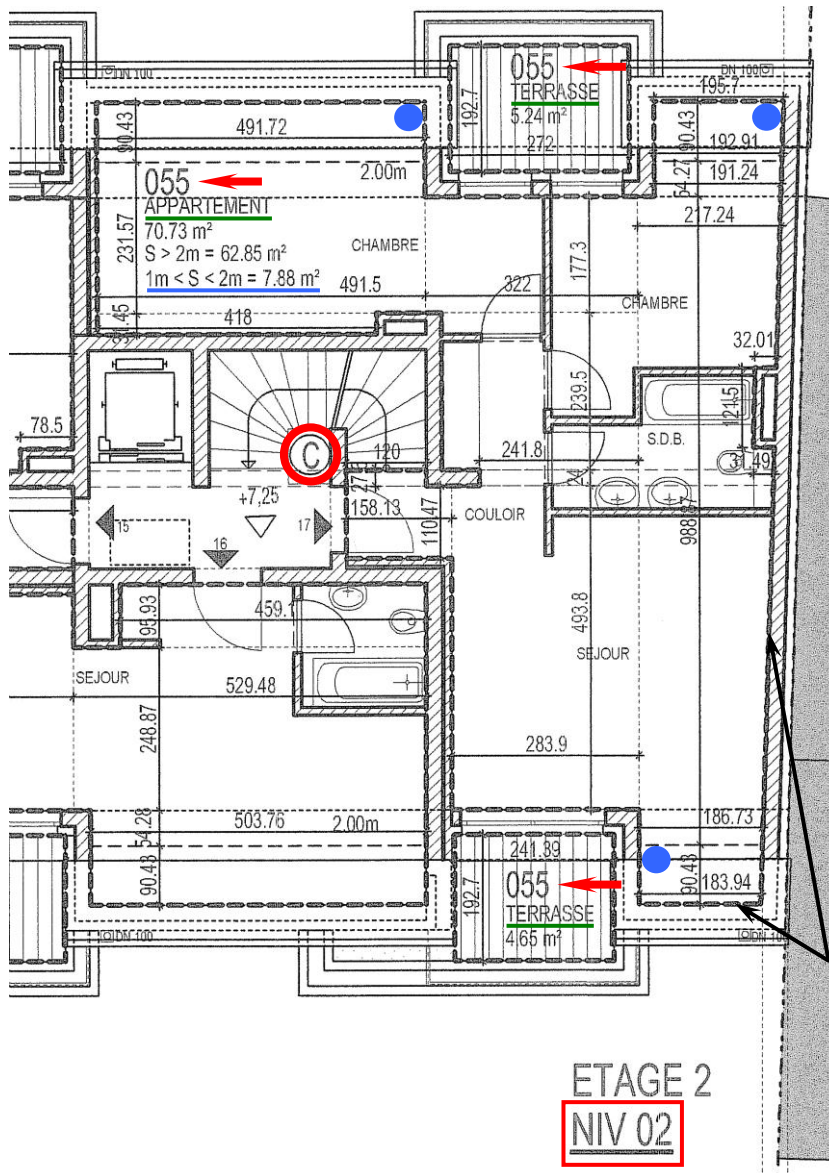


*Luc Ewen et son équipe :
(d.g.à d.) Patrick Weber,
Ed Viana, Patrick Arend,
Nora Forgiarini, Luc
Ewen, Guy Delles,
Marceline Reding,
Martine Pinsch, Tom
Lanners et Robert Thill
(photo: ACT)*

5. Quelques chiffres (au 1^{er} septembre 2011)

9.808	immeubles en copropriété dont			
7.467 (76%)	conformes au cadastre vertical et			
	représentant	206.610	lots privatifs ou	
		56.632	appartements	avec une surface moyenne de 83,31m ²
dont		5.450	duplex et	
		519	triplex ou	
		2.550	bureaux/cabinets	avec une surface moyenne de 134,62m ²
ou		2.452	commerces	avec une surface moyenne de 164,30m ²
		571	états descriptifs de division traités en 2009	
		503	états descriptifs de division traités en 2010	
		436	états descriptifs de division traités entre le 1.1. et le 31.8.2011	

6. Un exemple



Numéro d'ordre : **055**

Bloc : **U**

Escalier : **C**

Niveau : **02**

Nature :

Appartement-terrasses

Surface privative : 80,62m²
(62,85 + 7,88 + 5,24 + 4,65)

Surface utile : 70,73m²

Surface pondérée : 70,75m²
[(62,85 x 1,0) + (7,88 x 1,0 x **0,5**) +
(5,24 x 0,4) + (4,65 x 0,4)]

Surface pondérée totale :
1486,88m²

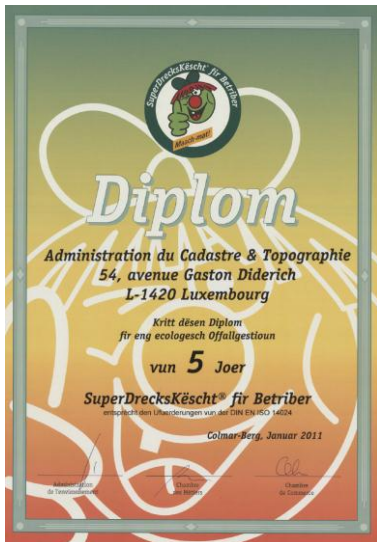
Quote-part : 47,583‰
[70,75 x (1000,00/1486,88)]

● Limites des lots privatifs

Top ACTuel

ACTuel

Les anciens numéros sont maintenant disponibles sur www.act.public.lu. -rd-

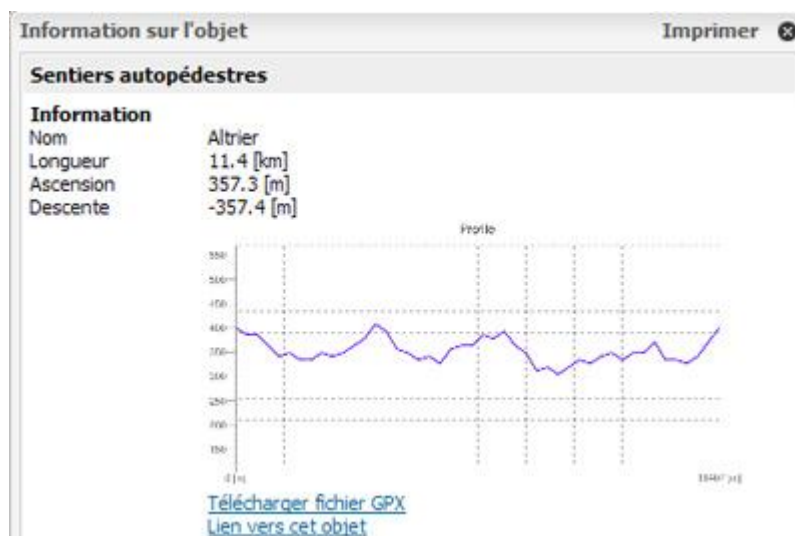


ACT Label-Priméiert

Notre administration est confrontée avec le problème de la gestion des déchets dépassant les ordures normales d'une administration. Consciente de protéger la nature l'administration contribue aux méthodes de gestion des déchets en respectant les critères fixés par l'action „SuperDrecksKëscht fir Betriber“ lancée par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures. La récompense : notre administration compte parmi les „entreprises labélisées“ de notre pays. Mir maache mat ! -rd-

Le sentiers de loisir sur le géoportail national

Le portail thématique autour des randonnées est mis en place en collaboration avec le ministère des classes moyennes et du tourisme et présente les tracés des circuits pédestres, tels que par exemple les sentiers auto-pédestres, les chemins de grandes randonnées (GR) ou encore les sentiers des auberges de jeunesse du Luxembourg (AJL), ainsi que des randonnées pour VTT et bientôt également les pistes cyclables. Tous ces circuits peuvent être affichés facilement sur les différents fonds de plans officiels du géoportail national (cartes topographiques et images aériennes). L'affichage du profil en long, des valeurs concernant les ascensions et descentes du trajet choisi et la possibilité de télécharger le tracé au format GPX pour une utilisation sur un appareil GPS portable p.ex. rend ces données particulièrement intéressantes. Evidemment, les fonctions de mesure et d'impression standards du géoportail peuvent être utilisées librement pour analyser ou imprimer les différents circuits de loisir. Les circuits affichés sont ceux que l'on retrouve également sur le DVD TourExplorer édité par l'administration du cadastre et de la topographie et en vente dans toutes les bonnes librairies ou en ligne dans notre e-shop. -jk-



KATASTERGESCHICHTE(N)

Die Einteilung des Großherzogtums in Distrikte, Gerichtsbezirke und Kantone

Raymond Dhur, Directeur de l'ACT

Die Tatsachen, die zu einer Einteilung führten

Unser Land ist in drei Distrikte und in 12 Kantone eingeteilt. Hinzu kommt betreffend die Gerichtskompetenz die Einteilung in zwei „Arrondissements“. Des Weiteren bestehen Abweichungen bei den Wahlbezirken.

Streng genommen besteht keine Kantonalbehörde. Die Straßenbauverwaltung hat in jedem Kanton eine Niederlassung, die Steuer- und Einregistrierungsverwaltung bis auf Vianden ein Büro. Bis 1972 bestand in jedem Kanton auch ein Friedensgericht. Die Katasterverwaltung hat im Prinzip einzelne Kantone jeweils einer „Circonscription“ zugeteilt. So gibt es Büros in der Hauptstadt (zuständig für den Kanton Luxemburg), in Esch (zuständig für den Kanton Esch), in Mersch (für die Kantone Mersch, Capellen und Rédange), in Grevenmacher (für Grevenmacher, Remich und Echternach) und in Diekirch (für Diekirch, Clervaux, Wiltz und Vianden). Einige Gemeinden einer Circonscription, welche näher beim Sitz einer anderen Circonscription liegen, werden von der benachbarten Circonscription bedient (Kopstal, Waldbillig, Beaufort).

Es gibt auch kein regionales Parlament auf Kantons- oder Distriktebene. Jedoch besteht eine bescheidene Distriktsbehörde: die Distriktskommissariate.

Von je her verzeichnen die Katasterunterlagen die Zugehörigkeit der Gemeinden zu Kantone. Gehen wir im Folgenden auf die Distrikte, die Gerichtsbezirke und die Kantone ein.

Schon unter österreichischer Herrschaft war das Land in „Quartiers“ eingeteilt. So lagen die heutigen Ortschaften des Landes in den Quartiers Luxembourg, Vianden, Grevenmacher, Diekirch und Echternach, sowie in Teilen der Quartiers Bastogne, Arlon und St Vith.

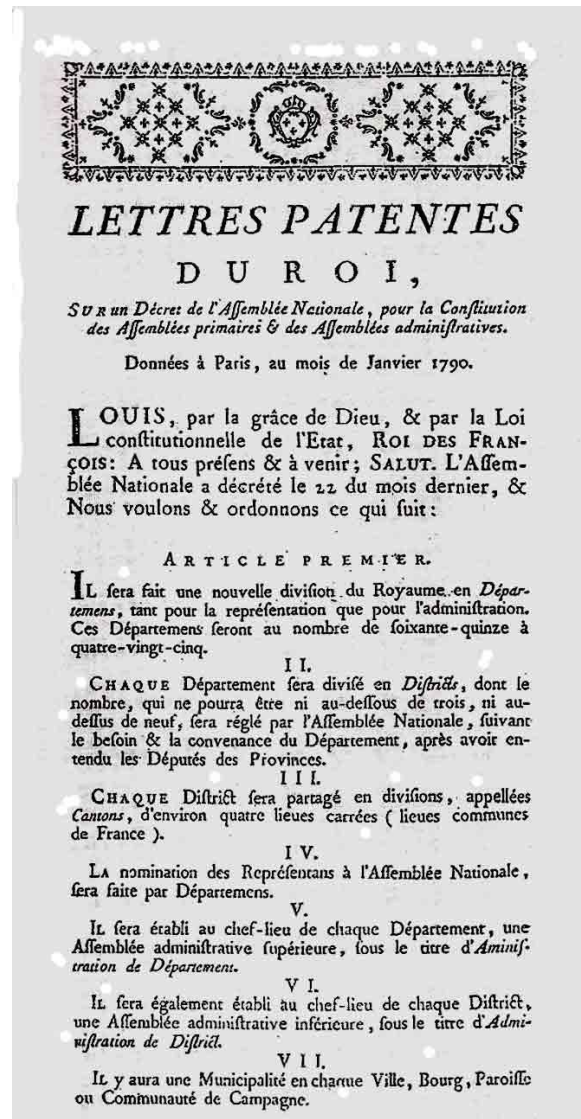
Die aktuelle Einteilung in Distrikte und Kantone geht, wie sollte es anders sein, auf die Besetzung des Landes durch französische Truppen im Jahre 1795 zurück. Bereits am 22. Dezember 1789 beschloss die Assemblée Nationale Frankreich in Departemente, Distrikte und Kantone einzuteilen. Die französische Verfassung vom 22. August 1795 bestimmt, daß jedes Departement in Kantone eingeteilt wird und jeder Kanton in Gemeinde. Gleichzeitig wurden die Distrikte abgeschafft. Der Erlass vom 9. Vendémiaire Jahr IV (**1. Oktober 1795**) teilt Belgien (und damit auch Luxemburg) in 9 Departemente ein: Dyle, Escaut, Forêts, Jemmapes, Lys, Meuse-Inférieure, Deux-Nêthes, Ourthe und Sambre-et-Meuse. Luxemburg gehörte von nun an dem Département des Forêts an. Zurückführend auf Prinzipien der Revolution sollte jede Region einen neuen Namen erhalten, der nicht mehr auf alte Grafschaften oder Herzogtümer hinweisen sollte. Um zu vermeiden, daß die Dimension eines Departementes einer alten Grafschaft oder einem Herzogtum entsprach, war anfangs die Einteilung der Kantone in gleich große Quadrate (sprich vier Quadratmeilen) vorgesehen. Dieses System hätte zwei Nachteile gehabt: 1. hätte ein Quadrat zwei gleich große Städte aufgewiesen, hätte sich die Frage des

Hauptortes gestellt, 2. hätte ein Quadrat keine größere Ortschaft aufgewiesen, wo hätte man den Sitz der Verwaltung angesiedelt? Das Quadratnetz diente im Endeffekt dazu die neuen Kantone zu definieren ohne daß jedoch die Kantone rigide Grenzziehungen aufwiesen. Vielmehr bestimmten natürliche Grenzen die politischen Einteilungen. Heute bestehen in Frankreich insgesamt 95 Departemente, davon 89 entstanden vor 1870, ein Departement (Nr. 90 Territoire de Belfort) entstand als Überbleibsel von dem 1870 nicht besetzten Teil des Elsasses. Weitere fünf Departemente entstanden 1968 in Folge der stetigen Entwicklung der Pariser Agglomeration als Abtrennung vom Departement 75 (Seine) und vom Departement 78 (Seine-et-Oise, heute Yvelines). Der Großteil der Departemente erhielt die Namen der Flüsse, die das Departement durchqueren (Meuse, Ain, Loire, Moselle z.B.), der Küste, an der ein Departement liegt (Morbihan, Côtes-d'Armor, Pas-de-Calais, Finistère z.B.) oder der Gebirge, die sich im Departement befinden (Alpes-de-Haute-Provence, Cantal, Ardennes, Côte d'Or z.B.). Eine Ausnahme bildet das Departement Var (Nr. 83): durch dieses Departement fließt der Fluss Var seit 1859 nicht mehr. Hier wurden Gebiete, durch die der Var floss, an das Departement Alpes-Maritime abgetreten. Von diesem Prinzip der geografischen Namen gibt es nur eine Abweichung: die Savoie, die erst 1860 französisch wurde. Doch ehrlich gefragt: wie viele Franzosen beherrschen die Namen und die geografische Lage aller Departemente? Oder wer weiß aus welchen Departementen sich die Bretagne zusammensetzt? Oder, daß sich hinter dem Departement 51 die eigentliche Champagne verbirgt.

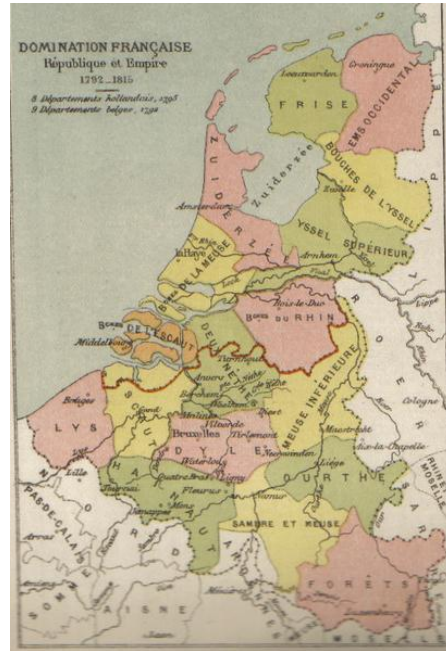
Als 1795 Luxemburg besetzt wurde, hätte man das Departement auch „Département de la Sûre“ benennen können. Die Sauer durchfließt das gesamte Territorium. Andererseits beherrschen die Wälder der Ardennen das Gebiet, das heute in etwa der belgischen Provinz Luxemburg, dem Großherzogtum und dem Kreis Bitburg entspricht, also den belgischen Ardennen, dem luxemburgischen Ösling und der deutschen Eifel. Jedoch bestand schon in Frankreich ein Departement mit dem Namen „Ardennes“. Dem zu Folge war es dem Namensgeber klar dieses neue Departement Wälderdepartement bzw Departement der Waldungen zu nennen.

Die Einteilung unter französischer Herrschaft 1795-1814

Nach der Bestimmung des Umfanges eines Departementes wurde verwaltungsmäßig ein zweiter Schritt in Angriff genommen: die Aufteilung des Departements. Bereits vor der Eingliederung sollte das zukünftige Département des Forêts laut Beschluss vom 14. Fructidor Jahr III (**31.8.1795**) in 37



Dekret Ludwigs XVI vom 22. Januar 1790, welches die Schaffung der Departemente anordnet (Sammlung Raymond Dhur)



Die ursprüngliche Einteilung Frankreichs und die des BENELUX-Raumes in Departemente (Sammlung Raymond Dhur)

Kantone eingeteilt werden. Auf dem heutigen luxemburgischen Gebiet bestanden folgende Kantone (Name gefolgt von der offiziellen Nummer des Kantones):

- Arlon 24 (teilweise, mit Oberpallen, Lévelange, Eischen, Guirsch z.B.)
- Bastogne 33 (teilweise, mit Oberwampach, Niederwampach, Harlange, Sonlez und Tarchamps z.B.)
- Bofferdange 14
- Clervaux 35
- Diekirch 17
- Echternach 7
- Esch-sur-Sûre 19
- Fauvillers 31 (teilweise, mit Martelange und Surré z.B.)
- Grevenmacher 6
- Hespérange 2
- Luxembourg 1
- Mensdorf 5
- Mersch 16
- Neuerburg 13 (teilweise, mit Rodershausen z.B.)
- Rambrouch 20
- Redange 22 (teilweise, mit Clemency und Fingig z.B.)
- Remich 4
- Roedt 3
- Soleuvre 21
- Steinbach 37 (teilweise, mit Troine, Weiswampach, Hautbellain, Basbellain, Wilwerdange, Holler, Hamiville, Crendal, Troisvierges, Binsfeld, Biwisch, Wincrange, Boevange, Allerborn, Brachtenbach, Hoffelt und Hachiville z.B.)
- Steinfort 23
- Useldange 15
- Vianden 18
- Wiltz 34

Werfen wir einen Blick auf diese Auflistung. Zunächst fällt der Kanton Roedt auf. Roedt ist heute eine Sektion der Gemeinde Waldbredimus. Dieser Kanton umfasste mehrere Gemeinden gelegen süd-östlich der Stadt Luxemburg. Ähnlich verhält es sich mit dem Kanton Bofferdange mit Gemeinden gelegen nördlich der Stadt Luxemburg. Mit der Nummer 22 wird ein Kanton mit dem Namen „Redange“ verzeichnet. Dieser Kanton ist nicht zu verwechseln mit dem heutigen Kanton „Rédange“. Die Gemeinden des Kantons Redange situieren sich in dem Dreieck Arlon-Virton-Athus. Ein Vergleich mit heutigen Karten oder mit der Ferraris-Karte ergibt, daß keine Ortschaft mit dem Namen Redange sich innerhalb des Dreieckes befindet. Auch scheint auf heute luxemburgischem Gebiet kein Schreibfehler oder eine Verwechslung mit anderen Ortschaften vorzuliegen. Rodange oder Reckange z. B. werden in anderen Kantonen aufgelistet. Allerdings könnte es sich um die Ortschaft Bebage (resp. Bébage bei Turpange) handeln. Schließlich wird ein Kanton Steinbach genannt. Steinbach bei Gouvy (ähnlich wie Bebage bei Turpange) muss man schon auf sämtlichen Karten seit 1777 mit der Lupe suchen. Daß dieser Flecken (ebenso wie Roedt) soll der Hauptort eines Kantons sein, ist unvorstellbar. Fazit: es ist offensichtlich, daß diejenigen, die die Einteilung des Departementes vornahmen, kaum ortskundig waren! Die Folge war, daß bereits wenige Tage später die Kantoneinteilung geändert wurde. Der Beschluss vom 25. Fructidor Jahr III (**11.9.1795**) reduzierte die Anzahl auf 27 Kantone, davon heute auf luxemburgischem Gebiet:

Arlon	(teilweise, mit Oberpallen, Lévelange, Eischen, Guirsch z.B., mit Sitz des Friedensgerichtes in Steinfort)
Bastogne	(teilweise, mit Oberwampach, Niederwampach, Harlange, Sonlez und Tarchamps z.B.)
Diekirch	(mit Sitz des Friedensgerichtes in Vianden)
Echternach	
Grevenmacher	
Hespérange	
Hosingen	(mit Sitz des Friedensgerichtes in Clervaux)
Luxembourg	
Mersch	
Neuerburg	(teilweise, mit Rodershausen z.B.)
Remich	
Wiltz	

Erstmals besteht der Zusammenhang „Kanton = Kompetenzbereich eines Friedensgerichtes“. Leider fehlt bei dieser Einteilung eine Zugehörigkeit der Gemeinden zu den Kantonen. Auffallend ist: die Kantone Roedt, „Redange“ und Steinbach bestehen jetzt nicht mehr. Das Schicksal der Kantone Bofferdange, Useldange, Rambrouch, Esch-sur-Sûre, Soleuvre und Fauvillers ist ebenso ungeklärt. Am offensichtlichsten ist diese Erkennung für den Kanton Mensdorf. Zu vermuten sind anschließende Überlegungen:

- Roedt wurde aufgeteilt zwischen Hespérange und Remich
- „Redange“ (bzw Bebage) wurde aufgeteilt zwischen Virton und Bascharage
- Steinbach wurde aufgeteilt zwischen Houffalize (die heutigen belgischen Gemeinden) und Hosingen (die heutigen luxemburgischen Gemeinden)
- Clervaux wurde vom Kanton Hosingen übernommen
- Steinfort wurde angegliedert an Arlon, behielt aber den Sitz des Friedensgerichtes
- Bofferdange wurde angegliedert an Mersch
- Esch-sur-Sûre wurde angegliedert an Wiltz
- Vianden wurde angegliedert an Diekirch
- Mensdorf (später Roodt), Useldange und Rambrouch (beide später Ospern), Soleuvre (später teilweise Bascharage) und Fauvillers wurden offensichtlich vergessen

Erneutes Fazit: wieder entstand eine nicht überlebungs-fähige Einteilung.

Neu war die gleichzeitige Gliederung der Kantone auf fünf Arrondissements verteilt:

Bitbourg	u. a. mit den Kantonen Echternach und Neuerburg
Luxemburg	u. a. mit den Kantonen Arlon, Diekirch, Grevenmacher, Hespérange, Luxemburg, Mersch und Remich
St Hubert	u. a. mit den Kantonen Bastogne und Houffalize
St Vith	u. a. mit den Kantonen Hosingen und Wiltz.
Habay-la-Neuve	u.a. mit dem Kanton Virton

Die erwähnten Arrondissements waren die Vorläufer der späteren Präfekturen. Habay-la-Neuve war übrigens kein Kantonsitz! Daß St Vith als Arrondissement aufgelistet wurde, war eindeutig eine geografische Fehleinschätzung der Lage des Ortes. Die geplante Einteilung vom 31.8.1795 hatte St Vith dem Departement Ourthe zugeteilt. Zwei Monate nach dem Beschluss vom 25. Fructidor wurde diese Bezirkseinteilung am **18.11.1795** revidiert, wobei man die Anzahl von fünf Bezirken beibehielt. Diese Arrondissements hießen jetzt:

Luxemburg	(wahrscheinlich unverändert)
Echternach	(wahrscheinlich identisch mit dem Bezirk Bitbourg)
Neufchâteau	(wahrscheinlich identisch mit dem Bezirk St Hubert)
Wiltz	(wahrscheinlich identisch mit dem luxemburgischen Teil des Bezirkes St Vith)
Virton	(wahrscheinlich identisch mit dem Bezirk Habay-la-Neuve)

Neuer Versuch im Jahre 1796. Erstmals nennen die Quellen den Namen eines Verantwortlichen, dessen Aufgabe es war eine definitive Einteilung zu verwirklichen. Dieser Verantwortliche war Louis-Ghislain de Bouteville, Kommissar der französischen Regierung in den ehemaligen Gebieten der österreichischen Niederlande. De Bouteville's Entscheidungen führten zum Beschluss vom 1. Brumaire Jahr V (**22.10.1796**). Der Beschluss legte nun 26 Kantone fest von denen die folgenden auf heutigem luxemburgischem Gebiet lagen (die am 18.11.1795 definierten Bezirke wurden beibehalten):

Bezirk Luxemburg

Arlon
Bascharage
Grevenmacher
Hespérange
Luxemburg
Mersch
Ospem
Remich
Roodt

Bezirk Wiltz

Clervaux
Houffalize (teilweise)
Vianden
Wiltz

Bezirk Echternach

u.a.
Diekirch
Echternach
Neuerburg

Bezirk Neufchâteau

u.a.
Bastogne
Fauvillers (teilweise, mit Bigonville, Perlé, Wolwelange und Martelange z.B.)

Hierzu folgende Bemerkungen:

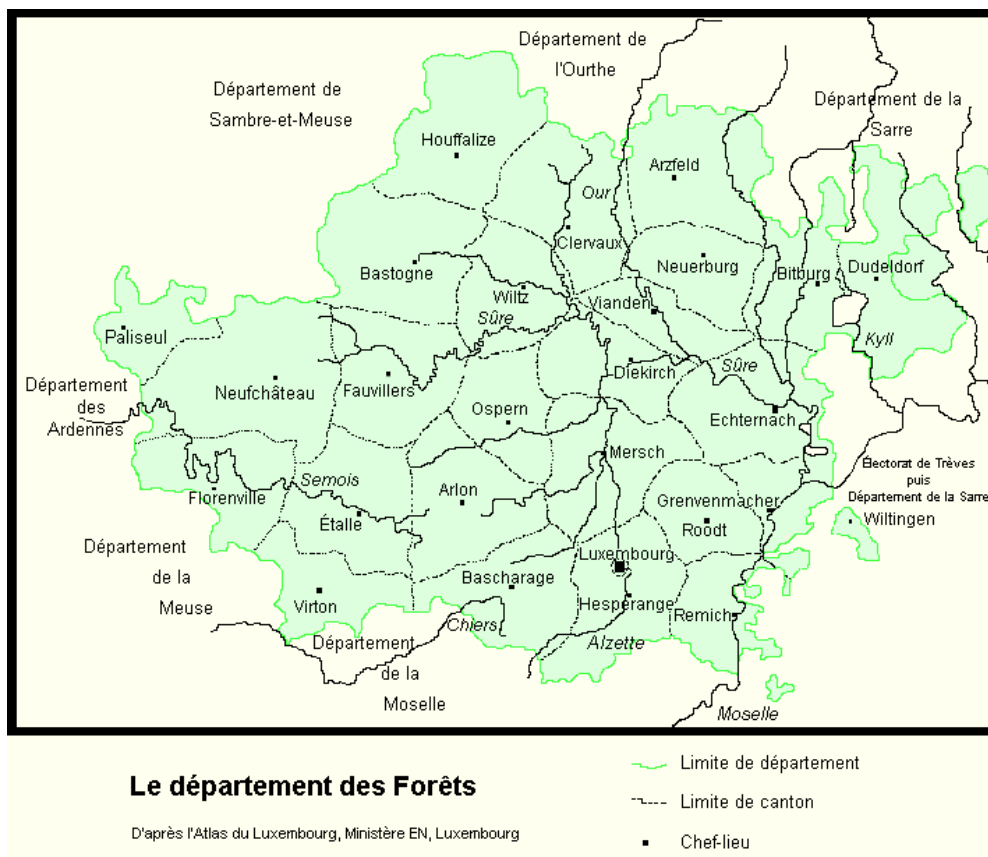
- es gab wieder einen Kanton mit Namen Fauvillers
- die ehemaligen Kantone Useldange und Rambrouch bildeten von nun an den Kanton Ospem
- Vianden wurde wieder ein eigenständiger Kanton
- die Rolle des Kantons Mensdorf übernahm der Kanton Roodt
- Steinfort verlor seine Bedeutung als Hauptort zu Gunsten von Arlon

- die Rolle des Kantons Soleuvre übernahm der im Vergleich vergrößerte Kanton Bascharage
- die Rolle des Kantons Hosingen übernahm wieder der Kanton Clervaux

Das Gesetz betreffend „la division du territoire français“ vom 28. Pluviöse Jahr VIII (**17.2.1800**) verringert die Anzahl der Arrondissements auf vier. Diese wiederum sind unterteilt. Die Unterteilungen werden namentlich genannt und sind Kantonen gleichzusetzen:

- 1^{er} Arrondissement mit u.a der Unterteilung Fauvillers
- 2^{ème} Arrondissement mit den Unterteilungen Arlon, Bascharage, Hespérange, Remich, Luxembourg, Roodt (bei Betzdorf), Mersch und Grevenmacher
- 3^{ème} Arrondissement mit u.a der Unterteilung Echternach
- 4^{ème} Arrondissement mit den Unterteilungen Diekirch, Ospern, Clervaux, Wiltz und Vianden

Gleichzeitig wurden mit diesem Gesetz die Präfekturen, Vorläufer der Distriktsbehörden, eingeführt. An der Spitze eines Departementes stand der Präfekt und ein Departement war in „Sous-préfectures“, geleitet von einem „sous-préfet“, eingeteilt. Die Hauptpräfektur befand sich in Luxembourg (2^{ème} arrondissement), während die Nebenpräfektur in Neufchâteau (1^{er} arrondissement), Bitbourg (3^{ème} arrondissement) sowie in Diekirch (4^{ème} arrondissement) angesiedelt waren. Einen Monat später führte Napoleon eine neue Justizorganisation ein (Gesetz vom **18.3.1800**). Neben den Friedensgerichten in den Kantonen gab es jetzt pro Arrondissement einen „Gerichtshof der Ersten Instanz“. Verwaltungs- und Gerichtsbezirke hatten zu jenem Zeitpunkt noch die gleichen Bezirksgrenzen. Halten wir ferner fest, daß im Gegensatz zu den Verwaltungsbezirken (später Distrikte genannt) der Begriff Arrondissement noch immer für einen Gerichtsbezirk verwendet wird.



Bereits im Jahre 1800 zeichneten sich die späteren 12 Kantone ab, geht man davon aus, daß nach 1839 die zu Luxemburg geschlagenen Gemeinden von Arlon mit denjenigen von Bascharage zum Kanton Capellen fusionierten, daß der Großteil des Kantons Hespérange mit dem Kanton Luxemburg fusionierte, daß der Kanton Roodt mit dem Kanton Grevenmacher fusionierte und daß aus dem Kanton Ospern der Kanton Rédinge wurde.

Der Beschluss vom 15. Ventôse Jahr X (**6. März 1802**) verzeichnete die Zugehörigkeit von den Gemeinden zu den Bezirken und zählte wiederum 27 Kantone auf. Weitere Änderungen waren :

- neu entstand der Kanton Sibret (u. a. mit Harlange und Tarchamps)
- der Kanton Hespérange wurde aufgelöst. Der nördliche Teil wurde an den erweiterten Kanton Luxemburg angegliedert, der südliche an den neugeschaffenen Kanton Bettembourg, der sich von Frisange bis nach Sanem und Dippach erstreckte
- der Kanton Luxembourg war aufgeteilt in einen Nord- und einen Südteil
- die Rolle des Kantons Roodt übernahm jetzt der Kanton Betzdorf

Wir können jetzt davon ausgehen, daß diese Einteilung nun definitiv war. Es sollte sich daher bis zur Abdankung Napoleons am 12. April 1814 nichts Wesentliches ändern. Über provisorische oder geplante Aufteilungen des Departementes in dem Zeitraum von April 1814 bis April 1815 durch die Allianzstaaten gegen Napoleon, soll an dieser Stelle nicht berichtet werden. Einstweilen blieb das Schicksal Luxemburgs noch unbestimmt; zuerst gehörte es der Provinz Mittelrhein an und dann der Provinz Niederrhein. (wird fortgesetzt)

Zum Artikel **130 Katastergemeinden** (ACTuel 1 und 2)

Fusionen und neue Gemeindennamen (gültig ab dem 1.1.2012*) (Stand 1.9.2011)

Vallée de l'Ernz	Fusion der Gemeinden Ermsdorf und Medernach (Gesetz vom 24.5.2011)
Käerjeng	Fusion der Gemeinden Bascharage und Clemency (Gesetz vom 24.5.2011)
Clervaux	Fusion der Gemeinden Clervaux, Heinerscheid und Munshausen (Gesetz vom 28.5.2009)
Esch/Sauer	Fusion der Gemeinden Esch/Sauer, Heiderscheid und Neunhausen (Gesetz vom 24.5.2011)
Parc Hosingen	Fusion der Gemeinden Consthum, Hoscheid und Hosingen (Gesetz vom 24.5.2011)
Schengen	Fusion der Gemeinden Burmerange, Schengen und Wellenstein (Gesetz vom 24.5.2011)

* Die Inkrafttretung kann schon ab den Gemeindewahlen vom 9. Oktober 2011 erfolgen, sollte sich der Gemeinderat vor dem 1.1.2012 bilden. Das Gesetz betreffend die Gemeinde Vallée de l'Ernz erlaubt auch die Verwendung der Namen Aerezndall-Gemeng und Ernztalgemeinde

Neue Anzahl von Gemeinden: 106

Haben Sie ACTuel Nummer 1-4 nicht gelesen? Laden Sie diese Nummern herunter auf unserer Internetseite www.act.public.lu oder bestellen Sie Kopien, die wir gerne versenden, an unserer Rezeption in der Avenue Gaston Diderich oder unter Telefon 44901-1

**NOS HEURES D'OUVERTURES du lundi au vendredi
8.30-11.30 et 13.30-16.30**